

Point d'actualité économique et financière du Cône sud

N°43 du 16 au 22 octobre 2020



FAITS SAILLANTS

Région

Situation Covid-19, et éléments de comparaison (moyenne mobile sur 7 jours des nouveaux décès, en valeur absolue et par million d'habitants)

Argentine

Les autorités argentines assouplissent les opérations boursières mais durcissent, en parallèle, l'accès aux devises pour les importations.

Le déficit budgétaire replonge

Le ralentissement de l'activité se poursuit en août

Le nombre de contrats de travail, formel et informel, baisse fortement au deuxième trimestre 2020.

Plan Gas 4

Danone place ses actifs argentins sous révision stratégique

Chili

Fitch dégrade la notation souveraine

Fonds de pension

Projet de loi d'augmentation du salaire minimum

Énergie verte

Paraguay

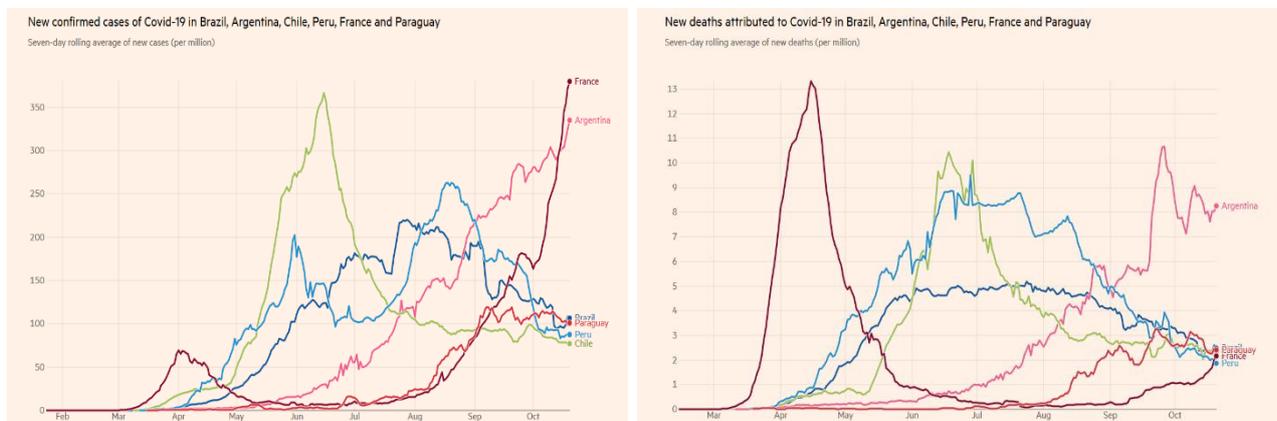
L'activité économique de nouveau en repli en août

Uruguay

Les acteurs économiques revoient à la baisse leurs prévisions pour 2020 et 2021

Le taux de chômage bat un nouveau record en août mais semble toutefois atteindre un plafond

Situation Covid-19, et éléments de comparaison (moyenne mobile sur 7 jours des nouveaux décès, en valeur absolue et par million d'habitants)



Source : Financial Times (on ne fait pas figurer l'Uruguay, dont la situation est quasiment normalisée)

**Cas déclarés
au 21/10/2020**

État des lieux

Argentine

1.037.325 cas
déclarés, dont
840.520
guérisons et
27.519 décès.

Cas 7 derniers
jours :

101.964

Par million
d'habitants :
2.330

Paramètres de gravité. Un chiffre permet de prendre conscience de la situation de l'Argentine : **sur la semaine glissante, et de manière continue depuis le 8 octobre, l'Argentine (45,3 millions d'habitants) pointe systématiquement au 4^{ème} rang mondial en termes de décès en valeur absolue (371/jour)**, derrière l'Inde (1,38 Mds, 764), les Etats-Unis (332 millions, 749) et le Brésil (213 millions, 522).

Le nombre de décès par million d'habitants est passé sur la semaine de 550 à 607 (12^{ème} rang mondial hors Saint-Marin et Andorre) et devrait dépasser l'Italie (609) ce soir 22 octobre. L'Argentine demeure, en tendance (nb de morts/jour/Mhb en moyenne mobile sur 7 jours), n°1 mondial de manière continue depuis le 8 septembre (8,2 hier soir, alors que Pérou, Chili, Mexique, Brésil, Bolivie, Paraguay et Colombie s'étagent depuis plusieurs semaines entre 1,9 et 3,3). On dénombre 4.573 patients Covid+ en soins intensifs (+5,95% sur la semaine).

Paramètres de diffusion. La circulation virale continue à **augmenter, avec un taux d'incidence national de 233 au cours des 7 derniers jours (201 semaine précédente)**. Le nombre de tests aurait progressé très sensiblement (429/100.000 hb vs 316), ce qui semble refléter en réalité une meilleure prise en compte d'une partie des tests négatifs jusqu'ici non comptabilisés. Le total des tests effectués depuis le début de la pandémie a ainsi augmenté de 253.000 en une seule journée lundi. De ce fait, le taux de positivité, qui était de 64,47% en moyenne la semaine précédente, ressort à 45,7% sur les trois derniers jours, pour une moyenne de 57,1% sur les 7 derniers jours, ce qui reste au demeurant extrêmement élevé.

16 provinces argentines sur 24 (inchangé) dépassent le seuil français d'alerte renforcée. Alors que la situation – modulo le nombre de tests – est à peu près stabilisée dans l'Aire métropolitaine de Buenos Aires, au demeurant avec des évolutions divergentes (158 vs 171 pour la capitale, 183 vs 167 pour la province), 10 provinces (+2), toutes dans l'intérieur du pays, dépassent le seuil d'alerte maximale (250). Si les taux d'incidence les plus élevés sont relevés dans des provinces peu peuplées de Patagonie (959 en Terre de Feu, 700 à Neuquén), la circulation virale accélère encore dans des provinces très peuplées (Cordoba, 2^{ème}, 348 vs 286 ; Santa Fe, 3^{ème}, 474 vs 405, Mendoza, 5^{ème}, 301 vs 233 et Tucuman, 6^{ème}, 535 vs 511). Enfin, même si l'on sait que ce critère est peu pertinent, on notera que l'Argentine a dépassé lundi soir le seuil du million de cas.

Chili

Cas 7 derniers jours :
10.198

Par million d'habitants :
532

767 patients sont hospitalisés en soins intensifs. **Le taux de positivité des tests s'établit en moyenne au niveau national à 5 % sur les 7 derniers jours et à 3 % pour la Région métropolitaine.**

Le nombre de nouveaux cas confirmés a diminué de 8 % sur la semaine. Le taux d'incidence est en baisse dans 12 régions et en hausse dans 4 (Los Lagos, Los Rios, Biobio, et O'Higgins).

Les autorités s'inquiètent des effets sanitaires négatifs qui pourraient découler des manifestations de rue qui ont été organisées notamment à Santiago le 18 octobre, premier anniversaire du soulèvement social de 2019.

Paraguay

Cas 7 derniers jours :
4.876

Par million d'habitants :
681

L'évolution de l'épidémie semble ralentir cette semaine, avec un taux d'incidence de 69,5 (contre 75,6 la semaine précédente).

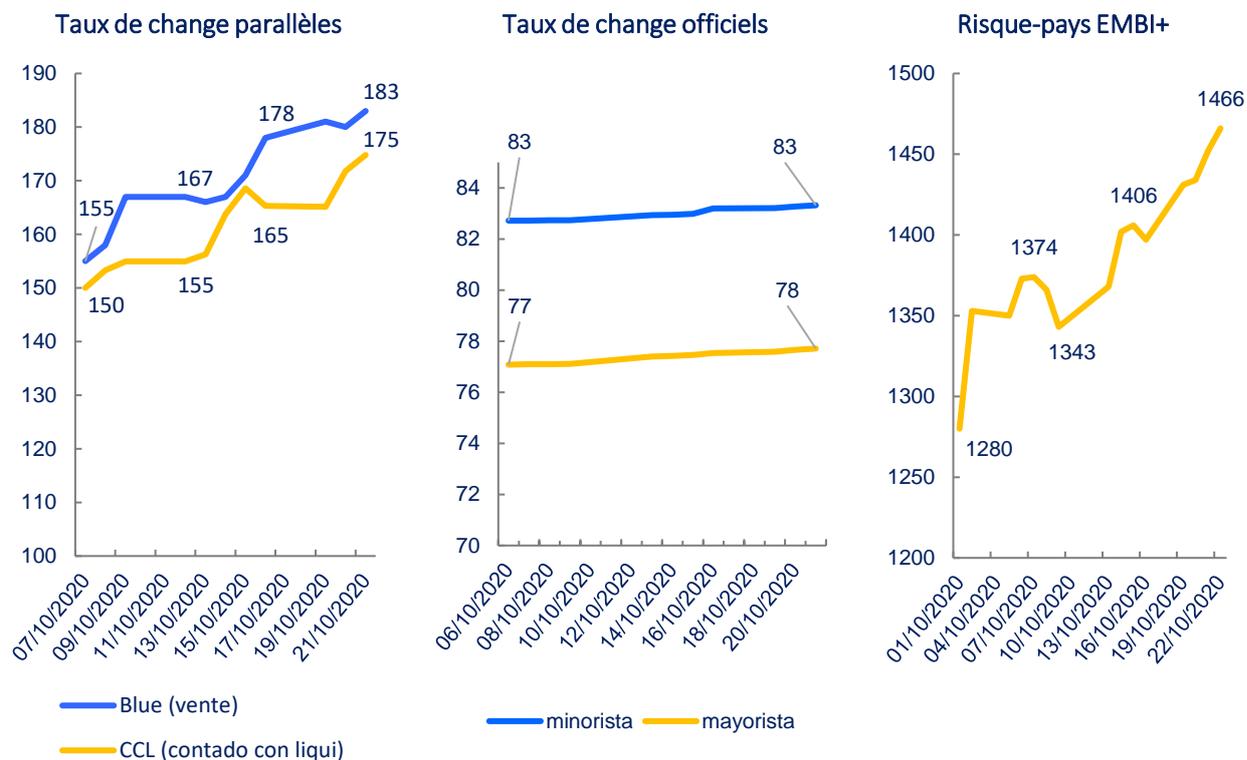
Néanmoins, l'inquiétude grandit face à la menace d'une « syndémie », (conjonction de plusieurs urgences sanitaires) que semble présager l'augmentation des cas de dengue et les très forts taux d'occupation de lits de soins intensifs dans certaines municipalités, dont notamment Asunción.

Uruguay

Cas 7 derniers jours :
286

Par million d'habitants :
82,2.

L'épidémie demeure contrôlée malgré une légère augmentation du nombre de nouveaux cas hebdomadaires par rapport à la semaine dernière (taux d'incidence de 7,9 contre 5,2 la semaine précédente), notamment dans les zones frontalières avec le Brésil.



Les autorités argentines assouplissent les opérations boursières mais durcissent, en parallèle, l'accès aux devises pour les importations.

Face aux tensions sur le marché cambiaire qui se sont notamment traduites par une envolée du différentiel des taux de change (135 % entre les taux officiel et informel « *blue* » le 21 octobre), la commission nationale des valeurs a réduit à trois jours la période minimale de détention des titres négociables pour les opérations MEP et CCL (*Contado Con Liquidación*). De surcroît, les non-résidents sont à nouveau autorisés à vendre des titres en devises dans le cadre des opérations CCL, annulant ainsi l'interdiction émise par la Banque centrale il y a cinq semaines. Afin de développer les transactions sur titres en monnaie locale, la rémunération des échanges en pension livrée « *pase* » à 1 jour passe à 30 % (+1.100 pdb en trois étapes depuis le 15 septembre) et le taux d'intérêt des *Leliqs* s'établit à 36 % (-200 pdb depuis le 15 septembre). En revanche, le plafond des paiements journaliers des importations soumis à autorisation préalable de la Banque centrale est abaissé à 50.000 USD, contre 500.000 USD auparavant.

Le déficit budgétaire replonge

Au mois de septembre, les dépenses ont progressé de 71,6% en glissement annuel en termes nominaux, principalement du fait de la progression des transferts courants (+ 188,3%), dont 39% correspondent au revenu familial d'urgence (IFE) et au programme d'assistance au travail et à la production (ATP). En face, les recettes n'ont progressé que de 34,3%, soit un rythme légèrement inférieur à l'IPC (+36,6%). Le déficit primaire est ainsi estimé à 4,8 points de PIB sur les 9 premiers mois contre un excédent de 0,14% en 2019, et le déficit total à 6,4% (2,4% l'année dernière).

Le ralentissement de l'activité se poursuit en août

Selon les données publiées par l'INDEC pour le mois d'août 2020, l'activité économique progresse de 1,1% sur un mois, en désaisonnalisé, après +1,7 % en juillet, +7,6 % en juin et +9,0 % en mai. En glissement annuel, l'activité recule de 11,6 %. Les secteurs ayant montré les contractions les plus importantes sont l'hôtellerie et la restauration (-56 % g.a), les services à la personne (-54 % g.a.), la construction (-32 % g.a.) et les transports et communication (-22 % g.a.). Le seul secteur ayant enregistré une croissance est l'intermédiation financière (+4 % g.a). Depuis le début de l'année, la contraction cumulée de l'économie atteint 12,5 % par rapport à la même période en 2019.

Le nombre de contrats de travail, formel et informel, baisse fortement au deuxième trimestre 2020.

Selon les données publiées par l'INDEC pour le T2 2020, le nombre de contrats de travail, explicite ou implicite, n'atteint plus que 17,1 millions, soit une chute de 3,45 millions d'emplois environ (-16,8 % sur un an). Ce recul est particulièrement marqué pour les employés salariés non déclarés (-34 % sur un an) et chez les travailleurs non-salariés (-28,6 %). En outre, les heures travaillées baissent de 34,6 % sur un an. S'agissant de la contribution à la valeur ajoutée, sur l'ensemble des activités, la rémunération des emplois salariés représente 49,8 % (+5,5 points de pourcentage par rapport au T2 2019), avec de fortes disparités entre les activités, notamment « l'agriculture, élevages et la sylviculture » (13,2 %) et « les hôtels et restaurants » (79,9 %).

Plan Gas 4

Le président Alberto Fernandez a dévoilé, jeudi 15 octobre, le *Plan gas 4* dans la province de Neuquén, où se situe le gisement géant non-conventionnel de Vaca Muerta. Le gouvernement argentin envisage ainsi de dégager 5 Mds USD pour le développement de la production d'hydrocarbures, secteur créateur d'emplois et qui permet au pays d'obtenir des devises *via* les exportations (ainsi que des revenus fiscaux que le gouvernement évalue à 2,5 Mds USD). Ce programme de subventions, très attendu pour relancer une production qui a décliné de 15 % en un an, doit entrer en vigueur le 1^{er} novembre pour une durée de 3 ans, prorogable sur une quatrième année. La subvention prendra la forme du paiement du différentiel entre le prix du gaz à son entrée dans le réseau de distribution et le prix convenu entre l'Etat et la société d'exploitation dans le cadre d'une procédure d'appel d'offres. Elle vise ainsi à permettre aux compagnies pétrolières de couvrir leurs coûts de production dans un contexte de prix régulés et de cours mondiaux bas. En contrepartie, les sociétés s'engagent à augmenter leur production dès mai 2021. Le projet de décret précisant les modalités de mise en œuvre du plan est en cours d'examen par les compagnies pétrolières. Les analystes estiment en général que le plan est bienvenu et devrait permettre d'enrayer la baisse de la production, sans toutefois être de nature à générer une forte croissance de la production.

Danone place ses actifs argentins sous révision stratégique

DANONE a annoncé placer sous revue stratégique l'ensemble de ses activités en Argentine (environ 6 000 salariés, leader dans les produits laitiers et dans l'eau). Dans un entretien aux Echos, le PDG E. FABER indique « *étudier toutes les options* » et « *ne pas exclure de quitter complètement l'Argentine [...] Nous y avons de très belles marques, mais il y a en Argentine vraiment peu de scénarios qui permettraient de recréer de la valeur suffisamment vite. Nous devons concentrer nos moyens financiers et suivre une politique d'allocation du capital disciplinée* ». Selon la presse, la maison-mère avait dû recapitaliser la filiale l'année dernière à hauteur d'environ 110 MEUR.

Fitch dégrade la notation souveraine

Pour la seconde fois en 3 ans, Fitch abaisse la notation du Chili, de « A » à « A- avec perspective stable » (notation similaire à celle de l'Espagne, la Malaisie, ou la Pologne) en raison de la situation politique et sociale incertaine et de la dégradation des comptes publics, la pandémie étant venue détériorer une situation déjà mise à mal par le soulèvement social du 4^{ème} trimestre 2019. La dette publique brute notamment, qui ne représentait que 3,9 % du PIB en 2007, n'a cessé d'augmenter depuis lors pour atteindre 32,2% en juin 2020. Ce retour dans une catégorie de pays où le Chili n'avait plus figuré depuis 2005 illustre la crainte, partagée par certains observateurs, qu'il ne soit inexorablement en train de s'éloigner des niveaux d'excellence qu'il a côtoyé durant les 15 dernières années (A+ de 2011 à 2017).

Fonds de pension

Les tenants de l'orthodoxie budgétaire tentent une levée de boucliers face à une pression croissante de l'opinion publique en faveur d'un nouveau retrait des Fonds de pension. Alors que, selon un sondage, 85,4 % des Chiliens souhaiteraient être autorisés à effectuer un second retrait d'une partie de l'épargne-retraite pour faire face à la crise de Covid-19, le président de la Banque centrale, Mario Marcel, et le ministre des finances, Ignacio Briones multiplient les prises de position dans la presse pour alerter sur les déséquilibres que provoquerait une telle mesure. S'ils conviennent que le premier retrait de 10% aurait bien permis aux plus démunis de faire face à leurs besoins vitaux immédiats et contribué, dans une certaine mesure, à la relance de l'activité économique (+1,2 % en 2020, plus un effet rémanent de +0,6 % sur 2021), ils relèvent qu'il s'agit d'un mécanisme peu efficient pour l'Etat (4 Mds USD de coût budgétaire pour le premier retrait) et qu'un second retrait serait de portée moins universelle, les ménages les plus pauvres ayant déjà retiré l'essentiel de ce qui pouvait l'être.

Projet de loi d'augmentation du salaire minimum

La Chambre des députés, dominée par l'opposition, a finalement voté contre le texte de loi approuvé la semaine précédente par le Sénat visant à augmenter de façon exceptionnelle le niveau du salaire minimum dans le contexte de pandémie. Le projet de loi est désormais en attente d'examen par une commission mixte. Les délibérations ne devraient pas déboucher sur une révolution salariale, les niveaux de revalorisation envisagés, que ce soit par l'exécutif (7 USD/mois) ou par l'opposition (14 USD/mois), étant relativement modestes en valeur absolue.

Énergie verte

Le ministre des relations extérieures, Andrés Allamand, et le ministre de l'énergie, Juan Carlos Jobet, viennent de présenter « la diplomatie de l'hydrogène vert », une initiative qui vise à faire du Chili un centre mondial de recherche, développement, production et d'exportation de l'hydrogène vert, à travers un processus d'ouverture aux investissements étrangers. Le Chili – aux côtés de l'Australie, du Maroc, et de l'Afrique du Sud, entre autres – compte parmi les pays présentant les meilleures conditions de développement de l'hydrogène vert. Plusieurs projets pourraient voir le jour d'ici à 2025, dont celui porté par l'entreprise chilienne AME (génération d'électricité) visant une production d'hydrogène verte à destination du constructeur d'automobile allemand Porsche (avec une technologie d'électrolyse Siemens, associant également l'Italien Enel et le groupe pétrolier public chilien ENAP).

Paraguay

2019 – PIB : 38,1 Mds USD / Population : 7,1 M

L'activité économique de nouveau en repli en août

Selon l'indicateur mensuel d'activité économique de la Banque centrale, l'activité a enregistré une variation de -2,1 % (g.a.) en août, après deux mois de croissance interannuelle positive. En cumulé depuis le début de l'année, l'activité recule très légèrement (-0,4 %) en raison de l'incidence négative des secteurs des services, de l'industrie, de l'élevage et de la production électrique, qui est toutefois atténuée par la croissance des secteurs de la construction et de l'agriculture.

Uruguay

2019 – PIB : 56 Mds USD / Population : 3,4 M

Les acteurs économiques revoient à la baisse leurs prévisions pour 2020 et 2021

Selon le relevé des anticipations publié par la Banque centrale, les acteurs économiques dégradent légèrement leurs prévisions de croissance, qui s'établissent désormais à -4,2 % pour 2020, contre -4 % dans les anticipations de septembre, et +3,7 % en 2021, contre 3,8 % auparavant. En revanche, les prévisions sur le taux de change s'améliorent légèrement pour 2020 (43,44 UYU/USD) en décembre, contre 43,80 envisagés le mois dernier) et restent stables pour 2021 (46,80 UYU/USD).

Le taux de chômage bat un nouveau record en août mais semble toutefois atteindre un plafond

Selon l'institut des statistiques (INE), le taux de chômage atteint 10,8 % au mois d'août, soit le taux le plus élevé depuis août 2006. Il s'agit d'une augmentation de 0,2 point de pourcentage par rapport au mois précédent. Si, depuis une dizaine d'années, le chômage enregistre une progression continue, culminant à 8,9 % en 2019, l'épidémie de Covid-19 a sensiblement dégradé le marché du travail avec un taux de chômage qui semble désormais se stabiliser à un niveau élevé.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Buenos Aires.

Addresser les demandes à buenosaires@dgtresor.gouv.fr

Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Directeur de la publication : Laurent Charpin
Service économique régional de Buenos Aires
Ambassade de France en Argentine

Adresse : Av. del Libertador 498 - Piso 17 C1001 ABR
Buenos Aires

Auteurs : SER de Buenos Aires, SE de Santiago

Avec le concours des ambassades de France au
Paraguay et en Uruguay.

Version du 22 octobre 2020